

Monde globalisé, frontières multipliées : un paradoxe des conséquences ?

Michel Foucher, ancien responsable de la revue *Hérodote*, créée et dirigée en 1976 par Yves Lacoste, éditée à l'origine par la maison *Maspero* spécialisée dans la découverte et la redécouverte des classiques du socialisme ; il s'agit de la seule revue scientifique dédiée spécifiquement à la géopolitique par opposition aux relations internationales. Les premiers numéros d'*Hérodote* eurent pour titre associé *Stratégies géographies idéologies* ; en 1983 (année du tournant de la rigueur), la revue recentra sa thématique en devenant une *Revue de géographie et de géopolitique*". Depuis 1989/1991 – année où débute la mondialisation au sens unipolaire du terme *via* l'effondrement de l'empire soviétique – comme le rappelait Foucher dans « Chroniques de la scène frontalière contemporaine »¹, « 27 000 km de frontières nouvelles (...) ont été instituées (...) ; 24 000 km de frontières ont fait l'objet d'accords de délimitation et de démarcation ; 18 000 km de programmes de murs, clôtures et barrières métalliques et électroniques ont été annoncés ; la territorialisation des espaces maritimes a débouché sur des accords portant sur 39 % des 450 limites potentielles en zones de chevauchement.² » « Jamais, ajoute-t-il, les frontières ne se sont aussi bien portées dans un monde pourtant globalisé. Quelque 10 % d'entre elles sont en outre des barrières de sécurité, voire des murs.³ »

Comment expliquer le paradoxe apparent que constitue ce surgissement, au milieu d'une « Fin de l'Histoire » revendiquée comme justificatrice des ambitions d'un nouvel ordre mondial (paix définitive, force mise au service du droit) d'une myriade de nouvelles entités juridiques ? je vous propose de chercher un début de réponse dans la

¹Article paru dans *CERISCOPE Frontières*, 2011. Pour une biographie détaillée de Michel Foucher : <http://www.cfic-investments.com/fr/michel-foucher/biographie>. Michel Foucher a également forgé le terme d'horogénèse (du grec *horos*, le sillon délimitant la ville) pour qualifier la « genèse des frontières », dans son ouvrage *Front et Frontières, un Tour du monde géopolitique* (1988, 1991, Paris, Fayard).

² <http://ceriscope.sciences-po.fr/content/part1/chroniques-de-la-scene-frontaliere-contemporaine?page=2>

³ http://www.liberation.fr/planete/2015/09/30/le-regime-frontalier-dominant-est-celui-de-l-ouverture_1394503

confrontation des deux modèles adverses depuis l'avènement de la modernité : d'un côté l'hétéronomie du droit des gens, préservant après la Réforme, en le sécularisant, l'idéal pacifique de la Chrétienté, enseigne que les États ne pourront subsister que dans la durée, « condition essentielle à leur existence [dont] dépend la modération de leurs principes politiques¹ » ; de l'autre l'autonomie absolue de l'État, privé des référents de la Nation et de la Patrie, donc de morale et d'esprit, occupé en conséquence de son seul intérêt matériel. L'*hybris* de l'État laisse donc libre cours à une recomposition permanente, un constructivisme géopolitique. A travers un tour géopolitique du monde que j'espère à la fois le plus exhaustif et le plus synthétique possible on peut livrer une traduction historique du conflit entre les deux systèmes pour examiner en quoi l'hypothèque que les progrès du second fait peser sur le devenir du monde à travers la multiplication des guerres qu'il induit – semble loin d'être levée.

« Les 193 États, rappelle Foucher, sont bordés de 271 dyades, frontières terrestres communes à deux États contigus, ce qui représente 248 000 km ou un demi-million de km à gérer puisqu'il faut être deux pour gérer une frontière. » Réputé « vieux monde », l'Europe constitue « du point de vue géopolitique, le plus neuf » puisque dans ce mouvement de fragmentation les chiffres précédemment donnés concernent uniquement l'ensemble Europe/Eurasie – les seules autres frontières créées dans le reste du monde sont celles du Somaliland (en 1991 et par référendum en 2001), du Soudan méridional (sécession du 9 juillet 2011), de l'Erythrée (sécession d'avec l'Ethiopie le 24 mai 1993) et du Timor oriental (sécession d'avec l'Indonésie 1991 – 30 août 1999 référendum - 20 mai 2002 indépendance *de facto* par l'élection présidentielle).

La chute du mur de Berlin (9 novembre 1989), rendant son unité à la capitale prussienne annonce la réunification nationale. Le Yémen, divisé pour des raisons antérieures à la guerre froide, se réunifie peu après (22 mai 1990), portant à son comble l'euphorie de la fin de l'histoire ; mais ni la Chypre occupée par les Turcs ni la Corée ne suivent le mouvement. Dans les deux cas il s'agit de ce que Foucher appelle des « barrières post-conflits » : dans le premier cas l'ONU substitue un mur au *no man's land* où se provoquent troupes occupantes et chypriotes ; dans le second perdure une ligne démilitarisée. Le Koweït et l'Arabie Saoudite clôturent quant à eux leurs frontières avec l'Irak pour éviter les incursions djihadiques et l'émigration des tribus

¹ Emmanuel de Waresquiel, *Talleyrand, le prince immobile*, Fayard, 2006, p. 16.

incontrôlées.

En janvier 1993, une fédération inégalitaire issue elle aussi du rêve messianique étasunien, la Tchécoslovaquie – dont les frontières avaient été dessinées à Chicago dans la foulée des accords de Cleveland (22 octobre 1915, entre l'*Association nationale tchèque* et la *Ligue slovaque*) puis de Pittsburgh (30 mai 1918) et l'indépendance proclamée à Washington (18 octobre 1918) – s'écroule pacifiquement lorsque la République dont le statut avait été confirmé par la puissance soviétique souhaitant la conserver dans son glacis territorial, cède la place à deux États distincts.

*

Dans l'intervalle, l'autre structure fédérative issue du démembrement de l'Autriche-Hongrie, et demeurée non dans l'*imperium* mais dans le système de valeurs soviétique, la Yougoslavie, connaît pour sa part une fin sanglante qui laisse à la géopolitique le mot de *balkanisation*. Pour comprendre l'avènement de ce chaos, il faut aborder l'histoire de ces provinces dans leur longue durée : Tito quitte le Pacte de Varsovie en 1948, fort de la légitimité que procura aux Balkans une libération accomplie trois ans plus tôt sans intervention de l'*Armée Rouge*, cas unique parmi toutes les « républiques populaires ». Un an plus tard, la Fédération fait piètre figure face à l'alliance entre la Russie et la Chine conquise par Mao mais la question frontalière va cristalliser les divisions entre Moscou et Pékin – apparues en 1961 – après 1966, de plus en plus violentes, jusqu'aux affrontements de l'été 1969 sur ce fleuve Amour où Joseph Delteil, un demi-siècle plus tôt, avait cru trouver la terre pacifique par excellence. Profitant de ces rivalités, l'Albanie qui avait résisté toute seule à l'invasion fasciste de 1939, fait valoir également son indépendance, elle dont les soldats soviétiques n'avaient pas davantage foulé le sol. Le dictateur Enver Hodja rompt avec Belgrade par solidarité stalinienne puis avec Moscou en 1961, Tirana se rapprochant de Mao jusqu'à la visite de Nixon – 1972 – pour briser tous les ponts six ans plus tard, lors du procès de la *bande des Quatre*, ces héritiers du grand Timonier qui voulaient poursuivre la révolution culturelle. Dès le début des années 60, Hodja fomenta une guérilla d'inspiration maoïste aux frontières yougoslaves, particulièrement au Kosovo où vit déjà une importante population d'origine albanaise l'action de cette *UCK* restant confidentielle jusqu'à son apparition dans la presse fédérale à la fin de la décennie. Au long des années de plomb, marquée par de nombreux

conflits Est-Ouest collatéraux, putschs et terrorismes, Hodja va plus loin, ajoutant l'infiltration politique des kosovars albanophones à la poursuite des attentats anti-yougoslaves.

Le pouvoir titiste, pouvoir central dont la bureaucratie communiste en étouffant la société comprimait les pulsions nationalistes, se croit néanmoins assez fort pour lâcher la bride : redécouper les frontières dans une optique idéaliste, reconnaître une « nationalité musulmane » en 1971 et – promouvant la communauté croate dans l'appareil fédéral et en Bosnie-Herzégovine tout au long des années 60 et 70, réprimant le centralisme grand-serbe, fondant une nouvelle constitution dans le cadre de laquelle les six républiques ainsi que les provinces du Kosovo (pour conjurer la déstabilisation albanaise) et de Vojvodine reçoivent des pouvoirs importants, y compris le droit de veto sur des décisions fédérales (1974) – permet la décentralisation sans pouvoir substituer le patriotisme constitutionnel aux fiertés identitaires, provoque une flambée de revendications démocratiques – par conséquent ethniques dans un ensemble où les bases géographiques de ces ethnies se trouvant entremêlés avec de nombreuses enclaves fait que la continuité territoriale ne peut être assurée. La dissolution soviétique en cours fait que Washington n'a plus d'intérêt à soutenir une alternative socialiste au bloc adverse. La sécession commence en février 1991 par la révolte armée serbe dans la Krajina croate. En juin, Slovénie et Croatie proclament leur indépendance, la Bosnie-Herzégovine en mars 1992 ; au sein de cette dernière la communauté croate d'Herceg-Bosna (18 novembre 1991) se transforme en République le 28 août 1993. En vertu des accords de Washington (18 mars 1994) la nouvelle fédération de Bosnie-Herzégovine se crée et la Herceg-Bosna s'y intègre le 14 août 1996, conclusion d'une guerre croato-bosniaque dans la guerre de Bosnie-Herzégovine. En août 1995 les Croates de Bosnie ont récupéré la Krajina – y procédant à un contre-nettoyage ethnique – le sud-ouest bosniaque et la poche de Bihac. On signe les accords dits de Dayton en novembre, le problème ayant été abandonné par l'Europe à l'*imperium* étasunien qui a bombardé la Serbie pour aboutir à un arrangement chimérique de bordures mal définies : à la fois découpage ethnique et gel des conquêtes sur le terrain, portant sur les fonts baptismaux une « Fédération croato-musulmane » et une *Republika Sbrbska*, ce qui correspond au refoulement de l'orthodoxie et à l'amalgame de la catholicité avec l'islamisme, paix qu'Alain Juppé qualifie d'*honorable*. Entretemps, la République fédérale de Yougoslavie est née en avril 1992 sur les décombres de la République fédérative socialiste dissoute en janvier ; la Macédoine (qui a proclamé son indépendance le 15

septembre 1991 une semaine après un référendum) et la Bosnie refusant de la rejoindre, laissant Serbie et Monténégro seul à seul voire face à face avec le Kosovo.

Dans cette affaire, tandis que le président Mitterrand refusait sa bénédiction au processus, des intellectuels pro-israéliens et pro-étasuniens, heureux d'encourager la liquidation d'une entité politique communiste dont la seule présence les renvoyait à un passé militant qu'ils souhaitaient par ailleurs sur un plan psychologique individuel, oublier, fournissent un discours légitimant cette implosion et projettent la grille de l'État-nation sur des espaces qui n'y correspondent pas. Bernard Kouchner emmène Mitterrand dans Sarajevo assiégé : à cette occasion est prononcée la fameuse phrase dilatoire « Il faut laisser du temps au temps. » : L'intérêt européen exigeait en effet la préservation du modèle fédéral, solution imparfaite mais dernier cadre unitaire envisageable. B.-H. Lévy soutient le sécessionisme islamique bosniaque¹ quand les Bosniaques étaient les plus nombreux à faire des mariages mixtes et que 5,5 % d'entre eux, le taux le plus élevé dans la fédération, se déclaraient « yougoslaves » (recensement de 1991). Aux pires moments du conflit, on constate que les légionnaires arabes ne se mêlent pas à la population bosniaque dans la mesure où les combattants autochtones se tiennent à l'écart des volontaires islamiques, employés par Sarajevo faute de mieux et en dépit des probables conséquences. Alain Finkielkraut prend publiquement parti pour les Croates² dont un groupe d'intellectuels collaborant avec les Serbes, le *Mouvement Illyrien*, avait pourtant le premier dès les années 1830-1860, proposé l'unité des Slaves du Sud. La dimension provinciale de ces territoires rendant les structures étatiques tout aussi incapables d'en assurer la tranquillité intérieure que la sécurité extérieure, l'éparpillement insoluble de leurs populations ne pouvait arriver qu'à leur intégration à la structure supranationale de l'Union européenne ; mais les partisans du démembrement, peu soucieux des conséquences, avait déjà les yeux tournés vers d'autres théâtres à reconfigurer selon des vues aussi chimériques.

*

¹ *Le Lys et la Cendre*, Grasset, 1996.

² *Comment peut-on être croate ?*, Gallimard, 1992.

La méthode impolitique de fomentation d'entités non viables n'a pas touché un continent aussi instable que l'Afrique : structurée par près de 82 000 km de frontières terrestres, 41% de la longueur n'ont jamais été démarqués et sur ce qui l'a été, 40% au moins doivent l'être à nouveau, y compris dans les étendues lacustres (Victoria et Kivu) et sur certaines îles fluviales du Niger. Plusieurs États se sont engagés dans cette voie, notamment le Mali, le Burkina Faso, le Mozambique et ses voisins (Malawi, Tanzanie). Se référant à l'article III de la Charte de l'*Organisation de l'Unité africaine* de 1963 (respect de la souveraineté et de l'intégrité territoriale de chaque État), la résolution des chefs d'État et de gouvernement de l'*OUA*, réunis au Caire en juillet l'année suivante, garantit dans la *Déclaration* du 21 de ce mois, pour ces frontières majoritairement exogènes, leur intangibilité – engagement tenu et qui continue de l'être sauf dans les deux cas susmentionnés. Certes, des contentieux ultérieurs apparurent que réglèrent des négociations bilatérales ou la médiation d'un tiers (depuis 1963, huit différends ont été portés devant la Cour internationale de justice, tels que la bande d'Aouzou en 1990 ou la péninsule de Bakassi en 1994) ; les sécessions territoriales sont pour autant restées rares : celles du Katanga par rapport au Congo et du Biafra par rapport au Nigeria échouèrent ; celle du Pount réussit vis à vis de la Somalie en 1998, non pour accéder à l'indépendance mais à l'autonomie ; celle du Jubaland aussi mais pour faire long feu. *Pour les trois quarts d'entre elles, [ces frontières] ont été tracées durant le court quart de siècle qui a suivi la conférence de Berlin, entre 1885 et 1910. Ce furent des frontières dessinées depuis l'Europe, sur des cartes d'état-major imparfaites et imprécises. Ceci explique la nature des tracés retenus : ils suivent des lignes géométriques dans 42 % des cas (contre 23 % en moyenne mondiale) et plus rarement des supports hydrographiques ou orographiques. La configuration de la Guinée équatoriale continentale, un rectangle tracé au cordeau, est un stéréotype de « frontière de chancellerie ». Dans un sixième des cas seulement, les configurations ethniques locales ont été prises en compte.*¹

Les frontières alors mises en place sont dans leur grande majorité le reflet des

¹ Gounin Yves, « Michel Foucher. *Frontières d'Afrique. Pour en finir avec un mythe.* », *Afrique contemporaine* 2/2014 (n° 250), p. 158-159
URL : www.cairn.info/revue-afrique-contemporaine-2014-2-page-158.htm
DOI : 10.3917/afco.250.0158.

dynamiques historiques internes de la région au XIXe siècle. Pourtant, l'histoire de leur tracé a contribué à construire le grand récit d'Européens, maîtres du jeu, imposant leur partage du monde. Mais l'absurdité des frontières africaines n'est pas une réalité : c'est un discours construit. Il n'est pas de frontières absurdes, il n'est que des frontières encore faiblement investies et appropriées. Les frontières ne sont que ce que les hommes en font ou en feront. A ce point de la réflexion, Michel Foucher prétend avec Camille Lefebvre, que les frontières d'Afrique sont devenues africaines quand elles ne l'étaient dans une large mesure au moment de leur création, qu'il n'y a pas à l'échelle mondiale de mauvaises frontières, qu'elles sont toutes artificielles, que l'expression de « frontières naturelles » constituerait un contresens¹.

Pourquoi cette exception européenne ? pourquoi cette convergence des visions du monde capitaliste et communiste polarisées sur ces entités politiques contradictoires ? feu Michel Tournier, entre autres, nous en fournit la clef :

(...) le phénomène prussien offre à l'historien un exemple sans doute unique d'une nation née et morte dans un contexte abstrait artificiel, comparable à une expérience de laboratoire. C'est ainsi qu'il est possible (...) d'assigner à cet État² une date de naissance et une date de mort au jour près. Date de naissance : 18 janvier 1701, quand le Grand Électeur de Brandebourg est couronné roi en Prusse à Königsberg (...) sous le nom de Frédéric I^{er}. Date de mort : 25 février 1947, jour de la promulgation par le Conseil de contrôle allié (qui tenait lieu à l'époque de gouvernement allemand) de la loi n°46 ainsi conçue : « L'État de Prusse, qui a été depuis des temps anciens le berceau du militarisme et de la réaction en Allemagne, est aboli. » Cet État aura donc duré 246 ans, un mois et une semaine.³

Tournier ajoute en note : *[roi en prusse]* : « *König in Preusser* ». *Son successeur*

¹http://www.lemonde.fr/afrique/article/2015/04/06/1-afrique-n-est-pas-victime-de-ses-frontieres_4610391_3212.html. **Camille Lefebvre** est historienne, chargée de recherche au CNRS et membre de l'Institut des Mondes Africains (IMAF). Travaillant depuis une quinzaine d'année sur l'Afrique de l'ouest au 19e et 20e siècles et particulièrement sur le Niger, elle a publié en février *Frontières de sable frontières de papier* (Publications de la Sorbonne, Collection Bibliothèque historique des pays d'Islam, 2015). Carte : <http://images.google.fr/imgres?imgurl=http%3A%2F%2Fcamerounlink.net%2Fnewspics%2F78244.jpg&imgrefurl=http%3A%2F%2Fcamerounlink.net%2Fannuaire%2F%3FSessionID%3DD0IX4CIP0BVST4HHVHY7JSQTBR7GYW%26c1%3D4%26c2%3D39%26bnid%3D84%26wid%3D2%26kid%3D78244%26tid%3D92%26seite%3D11&h=1203&w=1049&tbnid=qmi4Aq3jVeJaM%3A&docid=WOVHSD0NvR1-vM&itg=1&ei=NmAGV52ILcfuavuxu-gJ&tbm=isch&iact=rc&uact=3&dur=769&page=1&start=0&ndsp=22&ved=0ahUKEwid>

² Ainsi que l'état-civil assigne à un individu.

³ *Le bonheur en Allemagne*, folio, 2004, pp. 84-85.

[Frédéric-Guillaume I^{er} sera, lui, « König von Preusser » : nul ne pouvait se faire couronner roi dans les limites du Saint-Empire. L'emploi d'une telle préposition trahit le caractère destinal de la Prusse, simple sécularisation d'un domaine monastique, celui de l'ordre des Chevaliers Teutoniques dont était grand maître le Hohenzollern cadet de Brandebourg, Albert de Brandebourg-Ansbach, lorsqu'il se convertit au luthéranisme (1525), transformant la Prusse orientale, possession dudit ordre, en duché héréditaire. Dès 1713, avec l'apparition de la formule « roi de Prusse » annonçant l'autonomie totale, le terme de Prusse désigne les territoires germaniques de l'Ouest qui ne font pas partie de la Prusse originelle relevant du royaume de Pologne, cette marche de Brandebourg relevant de l'Empire. La Prusse devient le nom d'un principe : celui du gouvernement, de l'administration qui ne correspond ni à un peuple ni à une terre particuliers. La Patrie comme essence préexistante à l'histoire, éternelle terre des morts, la Nation comme Peuple immortel correspondant où ces morts gouvernent les vivants ne sont plus : il n'est plus rien que l'État dont la sphère d'action s'avère donc illimitée.

Ainsi dépourvu d'unité territoriale ou linguistique, avec une population que forme de siècle en siècle « une mosaïque humaine venue de l'est (Polonais), de l'ouest (huguenots) et du sud (Salzbourgeois)¹», la Prusse est un *pour-soi* auquel fait défaut l'*en-soi*. Tournier nous rappelle que Frédéric-Guillaume, le *Roi-Sergent*, tint pour principe politique fondamental l'incarnation de l'idée de l'État dans la personne du roi, principe porté à son achèvement théorique par Oswald Spengler dans *Esprit prussien et socialisme* où il expose qu'il n'y a de socialisme qui tienne que prussien, l'idée socialiste étant inséparable de celle d'État, lequel n'existe véritablement qu'en Prusse², cet État prussien correspondant chez Hegel à la réalisation ultime de l'Esprit en marche, donc à la fin de l'histoire. En effet, le seul ciment qui puisse tenir l'artefact prussien est le sens de l'État. En 1788, Kant, dans sa *Critique de la raison pratique*, forge une morale à l'état pur sans assise ni dossier : dans son mouvement de sécularisation, l'État né d'une spoliation laïque sur un immense domaine religieux qui ne se concevait pas comme sa propre fin mais comme un élément provisoire d'évangélisation. Telle est la théologie politique prussienne : répandre partout dans l'univers ce principe de l'État comme sujet auto-fondé. Le juriste Georg Jellinek définira la souveraineté dans L'État moderne et son droit, véritable « critique de la raison juridique¹ » comme compétence

¹*Ibid.*, p. 89.

² *Ibid.*

¹Ghislain Benhessa, *La Question de la souveraineté chez Georg Jellinek*,

de sa compétence : *Kompetenz-Kompetenz*. C'est la fin du principe de subsidiarité, par là-même la possibilité du totalitarisme, l'*hybris* ou déchaînement de la volonté de volonté dont la provenance est le hasard et la destination, l'infini.

Dans l'intervalle, la conséquence d'une pareille *weltanschauung* sur la question frontalière ne se fera pas attendre : le fils de Frédéric-Guillaume, Frédéric II, publie l'*Anti-Machiavel* qui postule le devoir pour les princes « d'observer religieusement la foi des traités » et d'éviter le plus grand crime qui soit, la guerre ; cette conquête machiavélique de l'opinion précède sa ruée sur la Silésie trois mois plus tard. Pour justifier l'attaque, les juristes prussiens s'appuient sur d'obscurcs chartes médiévales si mal fondées que Frédéric lui même qualifie leurs travaux de *charlataneries*. Reconsidérant son alliance avec la France en juin, il écrit à Podewils, son ministre des affaires étrangères : « S'il y a à gagner à être honnête homme, nous le serons. S'il faut duper, soyons-donc fourbe ! » L'alliance est dénoncée une fois les objectifs atteints par les préliminaires de Breslau. En fait d'observation religieuse des traités, on confesse la théorie des chiffons de papier. En septembre 1756, autre précédent : Frédéric envahit la Saxe d'Auguste III : un Electeur du Saint-Empire viole le territoire d'un autre ; le Français Rouillé déclare à l'ambassadeur Knyphausen que son pays se comporte sur terre comme l'Angleterre sur mer. De fait, la Prusse est à ce moment comme une île ou plutôt un archipel, entité dont la fragmentation originelle commande la soif de conquêtes : à l'ouest quatre enclaves, le duché de Clèves, le comté de La Marck, le duché de Ravensberg et la principauté de Minden, sans continuité territoriale ; au centre, l'État de Brandebourg, avec Magdebourg et la Poméranie ; à l'est en dehors de l'Empire la Prusse-Orientale, séparée de Berlin par la Prusse-Occidentale sous domination polonaise.

Rouillé du Coudray avait raison : un siècle plus tôt, par l'*Acte de Navigation* (1650), l'Angleterre avait déclaré les mers du globe sa propriété privée, se laissant libre cours d'y traiter ses ennemis hors du droit des gens, de nier toute territorialité partant toute neutralité des eaux. Résultant de l'immigration invasive puis conquérante par des tribus germaniques d'une terre et d'un peuple celtes, l'Angleterre était le véritable exemplaire initial, le modèle original de cet État autonome que Thomas Hobbes

dépeindra sous les traits du *Léviathan*, non pas colonisation mais exportation par l'allogène de sa métropole chez l'indigène, expérience du V^{ème} siècle jamais renouvelée, restée isolée au lieu de faire école en raison de son insularité. Les Anglais mettent dans leur titulature « Royaume-Uni » (au singulier !), « ce qui constitue, comme le rappelle Yves Tissier, une absurdité sémantique, la procédure d'union ne pouvant porter que sur plusieurs éléments et non pas sur un seul » ; aussi la formule ne trouve-t-elle de sens qu'en correspondant au projet formalisé plus tard de conquête du monde par un *homo britannicus* prédestiné, revendication publique de Cecil Rhodes qui créa de toutes pièces deux États portant son nom à partir des possessions de sa compagnie commerciale, inscrit dans cet objectif.

C'est la bordure du Royaume-Uni que M. Foucher cite comme exemple des « territoires non disputés mais sujets à des tensions », en l'occurrence les *peace lines* qui en Irlande du Nord même après les accords de paix du Vendredi Saint (10 avril 1998), séparent encore les communautés catholiques et protestantes. Le cas écossais tel qu'il fut posé lors du référendum sur l'autodétermination il y a moins de deux ans brassait les mêmes interrogations sur les natures distinctes de la Patrie, de la Nation et de l'État : reprend-on, conquiert-on sa liberté lorsqu'un pouvoir séculaire vous l'abandonne ? pour demeurer en terrain gaélique, la Bretagne n'a jamais été souveraine qu'une centaine d'années avant l'an 1000 avant de devenir un duché français. La langue bretonne n'y a jamais été la langue administrative, et la Bretagne est passé du latin au français trois-cents ans avant l'ordonnance de Villers-Cotterêts. En quoi la Bretagne, je vous le demande, est-elle une nation ? l'actuelle unité de sa langue est artificielle, universitaire, fausse, synthèse aléatoire des différents dialectes . La moitié de la Bretagne parlait Gallo, comme la moitié de la Corse parle non le corse mais le bonifacien. L'irrédundance intra-européenne, loin de correspondre à une réaction féodale, précipite le déclassement des peuples dans une foire aux identités en parfaite adéquation avec le consumérisme de la modernité : partis d'Irlande, les Anglais y ont laissé la mondialisation économique et culturelle à un stade avancé, dont les partisans du *Yes* au référendum écossais se montrèrent lors de leur campagne les plus chauds partisans.

La Prusse est une territorialisation de cet expansionnisme illimité, une entreprise de thalassocratie foncière. Troisième acte du drame fédéricien, troisième précédent

lourd de conséquences : la Prusse prit l'initiative du premier partage de la Pologne signé avec la Russie et l'Autriche et annexa ainsi la Prusse polonaise avec l'ancien évêché teutonique de Warmie à l'exception de Thorn et de Dantzig ; la Prusse-Orientale était enfin reliée au royaume, coupant la Pologne de son accès à la mer.

L'esprit des nations, pense Spengler, se traduit pleinement par la réponse donnée à la question fondamentale : la volonté de l'individu doit-elle se soumettre à celle de la communauté, ou la volonté commune doit-elle obéir à celle de l'individu ? » L'instinct français n'accepte l'autorité de l'État que s'il garantit l'égalité ; « l'esprit anglais s'épanouit dans le mercantilisme et la libre concurrence. L'Angleterre aurait volé en éclats depuis longtemps si son insularité ne lui fournissait – malgré les Anglais – un cadre géographique parfaitement rigide. [Tourné vers la mer, les flux, la liquidité, elle se donne un droit et une économie correspondants à cette mouvance, ce recommencement perpétuel].

Tournier, résumant la pensée de Spengler, présente le marxisme un « mélange incohérent » du moralisme germanique, du réductionnisme économique anglo-saxon et de jacobinisme. Tournier fait passer Marx pour un prussien quand Marx est né à Trèves trois ans seulement après le rattachement de la Sarre à la Prusse. Toute l'analyse géopolitique du rhénan Marx consiste à dénoncer le poison prussien qui corrompt l'Allemagne par sa tête en la détournant de sa mission révolutionnaire du fait de son alliance fondatrice, de sa soumission à la puissance réactionnaire russe¹ (ce que Bakounine qualifiait pour sa part avec effroi d'« empire knouto-germanique » donc là encore à remettre la pensée de Hegel sur ses pieds :

(...) l'Allemagne, ce n'est pas la Prusse, et la Prusse ce n'est pas l'Allemagne. (...)
[Le roi] est l'incarnation authentique du principe prusso-brandebourgeois de l'État.

Il y a eu dynastie prusso-brandebourgeoise le jour où les Hohenzollern, outre le Brandebourg, acquirent le duché de Prusse (l'actuelle Prusse orientale). Leur titre sur la Prusse orientale n'était pas plus celui du comte de la marche de Brandebourg que celui de l'homme de la lune. Leur seul titre sur la Prusse dérivait plutôt de leur serment d'allégeance qu'ils prêtèrent à la République de Pologne. Ce ne fut donc qu'en captant la faveur des rois de Pologne, en tant que *vassaux* de la république polonaise, que les Brandebourg s'emparèrent de la dignité de comte en Prusse.

C'est ainsi que commença la dynastie prusso-brandebourgeoise, mais un *État* prussien ne

¹ K. Marx, « La Pologne, la Prusse et la Russie », in K. Marx & F. Engels, *La Russie*, pp. 68, 69.

naquit *que* du jour où la Prusse *cessa d'être un fief polonais*. Frédéric-Guillaume, le soi-disant prince-électeur est donc justement considéré comme le fondateur du prétendu État prussien. Il renia son serment d'allégeance, en assaillant, de connivence avec la Suède, la Pologne, voire en forgeant le *premier plan de partage de la Pologne*, pour se retourner ensuite contre la Suède et conclure derrière son dos la paix avec la Pologne, dans laquelle le Brandebourg jura une paix éternelle à la République, en échange de quoi celle-ci lui donna *pleine souveraineté* sur le duché de Prusse. L'existence même de l'État prussien dérive donc du démembrement de la Pologne ainsi que de la trahison des Hohenzollerne vis-à-vis des Polonais (...). Frédéric I^{er} débaptisa le duché de Prusse pour l'appeler *royaume*.¹

La part importante consacrée dans l'œuvre de Marx à la définition du projet révolutionnaire n'en constitue pas l'essentiel : le caractère véritablement messianique réside dans l'idée rhénane qu'il se fait de l'Allemagne qui aurait pour mission de convertir l'univers au socialisme, version scientifique et germanique de la mission dévolue par Hugo à la France de faire rayonner la civilisation sur le monde. Il n'y eut sans doute pas de retournement plus copernicien dans le passage de la théorie à la pratique que celui du marxisme accaparé par la Russie arriérée, compromettant la notion même de justice sociale en reprenant pour le porter à son point culminant les méthodes absolutistes du tsarisme panslaviste responsable de la guerre civile européenne en 1914 (comme la subversion thermidorienne défigura la Révolution en adoptant pour les systématiser toutes les tares de l'Ancien Régime décadent) avant d'écraser l'Allemagne en 1941-45 pour faire de la Prusse occidentale renommée RDA la vitrine du soviétisme. L'« empire knouto-germanique » avait donc récupéré son pire ennemi comme figure tutélaire mais, comme Marx l'avait lui-même prévu, le fétichisme de la marchandise a pour logique de retourner toute opposition au capitalisme pour la faire servir à son expansion : que sa prophétie s'appliquât à sa propre personne constituait une demi-victoire.

Tournier achève sa démonstration en rejoignant Marx :

¹ *Ibid.*, pp. 61-62. puis, la Prusse sortit de sa configuration en archipel qui la menaçait d'encerclements multiples : « Le pillage de la Prusse polonaise (l'actuelle Prusse orientale) relia le duché de Prusse au Brandebourg et donna à la dynastie la cohésion topographique qui lui faisait défaut. » *Ibid.*, p. 65.

La Prusse n'aura donc été été qu'une vue de l'esprit [...]. Une sorte d'utopie en somme reposant sur une idée que partageaient un certain nombre d'hommes venus d'horizons parfois bien différents.¹

*

La théologie politique étasunienne procède non du luthéranisme mais du calvinisme, pour autant ces nuances à l'intérieur de la Réforme ne suffisent pas pour empêcher de voir dans la geste américaine une synthèse des complexes anglais et prussien : elle pousse la logique de l'État autonome – que les colonies constituent en se fédérant après rupture avec leur métropole sortie de l'histoire historique et entrée dans l'histoire philosophique par ce que Guy Chamberlac appelle « patriotisme idéologique » – jusqu'à importer avec le gouvernement et l'administration sa propre population, procédant à la substitution progressive mais totale des indigènes. Cet héritage apparaît dans sa pleine clarté quand on connaît le lien monarchique reliant la jeune fédération à la Prusse. Entre la défaite des Britanniques à Yorktown (Virginie) en 1781, et la signature du traité de Paris en 1783, George Washington rejeta plusieurs propositions visant à fomenter un coup d'état par les militaires. Un de ces complots, en 1780 avait même pour but son l'intronisation comme roi d'Amérique. Trois ans après

¹ M. Tournier, *op.cit.*, pp. 89-91. Face à Charles Maurras qui se contentait d'en appeler à l'application de la politique classique visant à morceler l'Allemagne (François I^{er}, Richelieu, Mazarin), André Gide poussait la réflexion frontalière bien plus loin, dans une perspective littéraire : « L'écrasement de l'Allemagne ! J'admire si quelque esprit sérieux peut le souhaiter, fût-ce sans y croire. Mais diviser l'Allemagne, mais morceler sa masse énorme, c'est, je crois, le projet qui rallie les plus raisonnables, c'est-à-dire les plus Français d'entre nous. Il n'importe pas de l'empêcher d'exister (au contraire : il importe, et même pour nous, qu'elle existe), il importe de l'empêcher de nuire, c'est-à-dire de nous manger... Diviser l'Allemagne ; et pour la diviser, la première chose à faire, c'est de ne pas mettre tous les Allemands dans le même sac (et si vous affirmez qu'au fond tous se valent, faites attention qu'alors c'est que vous croyez le départ entre eux impossible, et qu'ils n'accepteront pas, eux, si vraiment ils sont si semblables, cette division que vous voudriez leur imposer). Combien ne sont-ils pas plus habiles ceux qui, dès aujourd'hui, dénonçant parmi l'Allemagne moderne l'idée prussienne comme un virus empoisonneur, excitent contre cet élément prussien l'Allemagne même et, au lieu de chercher dans Goethe des armes contre nous, lisent ceci par exemple (l'a-t-on déjà cité ? je ne crois pas) dans ses Mémoires :

"Au milieu de ces objets, si propres à développer le sentiment de l'art (il visite Dresde) je fus attristé plus d'une fois par les traces récentes du bombardement. Une des rues principales n'était qu'un amas de décombres et dans chaque autre rue on voyait des maisons écroulées. La tour massive de l'église de la Croix était crevassée ; et quand, du haut de la coupole de l'église de Notre-Dame, je contemplais ces ruines, le sacristain me disait avec une fureur concentrée : *C'est le Prussien qui a fait cela.*"

Goethe et Nietzsche (et à de moindres degrés plusieurs autres) sont nos otages. Je tiens que la dépréciation des otages est une des plus grandes maladresses à quoi excelle notre pays.» *Incidences, nrf*, Gallimard, pp. 13-14.

Las, jusqu'à sa mort, Maurras et les siens ne cesseront de louer Goethe et Nietzsche comme des latins contrariés, des intérieurement étrangers à l'Allemagne confondue avec l'esprit prussien.

l'Indépendance, en 1786, Alexandre Hamilton (1757-1804), James Monroë, Rufus King et le président du Congrès Nathaniel Forham offrent au Prince Henry de Prusse (1726-1802), frère de Frédéric II, la couronne des Etats-Unis d'Amérique. La course à l'ouest passe par la plus grande opération de nettoyage ethnique qui fut jamais, déplacement constant de la frontière jusqu'au Pacifique, politique théorisée sous forme de doctrine dans les années 1840, la fameuse « Destinée manifeste ». La *Destinée manifeste* est déclinée en « exceptionnalisme » un siècle plus tard par Talcott Parsons, qui fait reposer la légitimité de ce messianisme sur le fait que l'entité politique a été fondée par des immigrés, donc des individus libérés des fatalités de l'histoire ; il s'agit d'un développement de l'idée anglo-puritaine illustrée par Milton dans l'épopée du *Paradis perdu* d'être le « peuple choisi par Dieu (*God's own people*) ». Là où Frédéric II traitait avec des souverains homologues et annexait des provinces avec leurs habitants, l'Union extermine ceux qu'elle appelle barbares en les identifiant sur le mode vétéro-testamentaire aux peuplades idolâtres de Canaan et crée de nouveaux États au fur et à mesure de sa progression qui va au-delà de la mise en coupe réglée de l'Irlande sous Cromwell puisqu'au lieu de réduire la population côtière en esclavage, on supprime les moyens de subsistance des habitants dans l'intérieur du pays, on vise son éradication complète.

*

En 1793 et 1795, les autres partages de la Pologne avaient anéanti l'État polonais (Varsovie devenant par le traité de Saint-Pétersbourg chef-lieu de « la Nouvelle Prusse orientale »). L'expansionnisme girondin, directorial et napoléonien sont une seule francisation (éphémère parce qu'impolitique) du principe prussien, fièvre qui a saisi les élites politiques françaises heurtées par le retournement des alliances en 1756, ce retournement des alliances qui élargissait le pacte de famille bourbonien à l'ensemble des nations catholiques, mise en œuvre d'une politique fondée sur la communauté de foi et pour l'expansion de celle-ci, une première depuis la proposition de Montmorency refusée par François I^{er} consistant à s'unir avec Charles Quint pour étouffer la Réforme puis mener la croisade contre Soliman.

Le traitement réservé à la catholique Pologne par Napoléon en témoigne : loin de la ressusciter, le traité de Tilsitt (7 juillet 1807) fondant un *duché de Varsovie* cède

celui-ci « en toute propriété et souveraineté » au roi de Saxe, cède le district de Bialistock à la Russie, transforme Dantzig en forteresse maritime française et octroie de larges bandes en cadeau à des généraux français. Lelewel parle donc de quatrième partage de la Pologne et, à propos du traité de Schoenbrunn deux ans plus tard, de cinquième partage puisque si les provinces polonaises d'Autriche (« Nouvelle Galicie ») sont réunies au duché avec le district de Zamosc, Napoléon abandonne au Habsbourg la vieille Galicie non sans en détacher le district de Tarnopol, morceau de la *vieille Podolie* offert au Tsar¹. L'Autriche reconnaît à cette occasion la disparition de l'Ordre teutonique : ainsi la Prusse au moment où elle semble près de disparaître est parfaitement intégrée à l'ordre diplomatique par la mort de l'autorité sur la spoliation de laquelle elle a été fondée.

La Pologne devait faire jurisprudence dans le martyrologe des nations :

Feuilly était un ouvrier éventailiste, orphelin de père et de mère, qui gagnait péniblement trois francs par jour, et qui n'avait qu'une pensée, délivrer le monde. Il avait une autre préoccupation encore : s'instruire ; ce qu'il appelait aussi se délivrer. Il s'était enseigné à lui-même à lire et à écrire ; tout ce qu'il savait, il l'avait appris seul. Feuilly était un généreux cœur. Il avait l'embrassement immense. Cet orphelin avait adopté les peuples. Sa mère lui manquant, il avait médité sur la patrie. Il ne voulait pas qu'il y eût sur la terre un homme qui fût sans patrie. Il couvait en lui-même, avec la divination profonde de l'homme du peuple, ce que nous appelons aujourd'hui *l'idée des nationalités*. Il avait appris l'histoire exprès pour s'indigner en connaissance de cause. Dans ce jeune cénacle d'utopistes, surtout occupés de la France, il représentait le dehors. Il avait pour spécialité la Grèce, la Pologne, la Hongrie, la Roumanie, l'Italie. Il prononçait ces noms-là sans cesse, à propos et hors de propos, avec la ténacité du droit. La Turquie sur la Crète et la Thessalie, la Russie sur Varsovie, l'Autriche sur Venise, ces viols l'exaspéraient. Entre toutes, la grande voie de fait de 1772 le soulevait. Le vrai dans l'indignation, il n'y a pas de plus souveraine éloquence, il était éloquent de cette éloquence là. Il ne tarissait pas sur cette date infâme 1772, sur ce noble et vaillant peuple supprimé par trahison, sur ce crime à trois, sur ce guet-apens monstre, prototype et patron de toutes ces effrayantes suppressions d'État qui, depuis, ont frappé plusieurs nobles nations, et leur ont, pour ainsi dire, raturé leur acte de naissance. Tous les attentats sociaux contemporains dérivent du partage de la Pologne. Le partage de la Pologne est un théorème dont tous les forfaits politiques actuels sont les corollaires. Pas un despote, pas un traître, depuis tout à l'heure un siècle, qui

¹ K. Marx, *op.cit.*, pp. 99, 101.

n'ait visé, homologué, contresigné et paraphé, *ne varietur*, le partage de la Pologne. Quand on compulse le dossier des trahisons modernes, celles-là apparaît la première. Le congrès de Vienne a consulté ce crime avant de consommer le sien. 1772 sonne l'hallali, 1815 est la curée. Tel était le texte habituel de Feuilly. Ce pauvre ouvrier s'était fait tuteur de la justice, et elle le récompensait en le faisant grand. C'est qu'en effet il y a de l'éternité dans le droit. Varsovie ne peut pas plus être tartare que Venise ne peut être tudesque. Les rois y perdent leur peine, et leur honneur. Tôt ou tard, la patrie submergée flotte à la surface et reparaît. La Grèce redevient la Grèce ; l'Italie redevient l'Italie. La protestation du droit contre le fait persiste à jamais. Le vol d'un peuple ne se prescrit pas. Ces hautes escroqueries n'ont point d'avenir. On ne démarque pas une nation comme un mouchoir.

Dans cet extrait des *Misérables* (qui précède la fameuse indication scénique, charge d'Alfred Jarry en ouverture d'*Ubu* qui résume le sentiment français de la justice universelle) apparaît toute l'ambiguïté d'un génie littéraire doublée d'une demi-habileté politique puisque comme vous le voyez Hugo condamne l'occupation en soi sans tenir compte des raisons qui ont pu y mener : il ressort de ce texte lyrique que l'unité nationale est bonne en elle-même et à n'importe quel prix, quelles que soient les pouvoirs qui y tendent, les principes en vertu desquels on l'accomplit ; identification abstraite de la poursuite du bien commun et de la constitution de l'État comme si l'union personnelle, les fédérations étaient inenvisageables. A l'instar de Karl Marx, Hugo se forgea sa pensée politique par opposition au prolétaire Proudhon qui mit en garde contre les unifications allemande et italienne.

La résurrection de 1925 dura dix ans, la discontinuité du territoire allemand (la Prusse-Orientale était de nouveau enclavée) que causait le « corridor polonais » aboutit au conflit de 1939 qui donna lieu au septième partage, suivi du huitième en 1941. En 1945, la ligne Oder-Neisse ramenait la frontière occidentale un millénaire en arrière, mettant fin en apparence à l'aventure prussienne vers l'Est, conformément aux vœux de Gide réitérés par Bernanos¹. Michel Tournier avait pu admettre dans son livre que cette aventure s'était arrêtée plus tôt, lorsque le président Hindenburg, « ce pur fils de la Prusse-Orientale » nommât chancelier un natif autrichien, le 21 mars 1933 : la Prusse

¹[*Pour avoir dénoncé les crimes allemands*] je n'en dirais pas moins que le principe du mal qui a rongé l'Allemagne jusqu'à l'os, au point de ne pas lui laisser de visage, n'était peut-être pas en elle. Pour incliner à croire qu'elle tient de la Prusse, il suffit de connaître la sauvage et cruelle histoire des Borus. Les Borus étaient des Slaves, et non des Allemands. Discours de 1946, cité (en mauvaise part) in *La Culture et les Hommes*, Aragon, « Problèmes », Éditions Sociales, 1947, p. 25.

reçut ce « coup de grâce » à Potsdam dans l'église de la Garnison, monument jamais relevé par la RDA qui reconstruisit scrupuleusement cette ville¹. Chiasme paradoxal le plus étonnant dans les annales sans doute, puisque là où Marx servit de figure totémique à « l'empire knouto-germanique », Hitler, vainqueur de ses rivaux grâce à l'électorat catholique d'Allemagne du Sud, se revendiqua de la geste prusso-pangermanique pour mieux dissimuler son tropisme naturel qui se traduisit en politique intérieure par la liquidation des lois issues du *Kulturkampf* et du centralisme prussomorphe.

Second et dernier avatar du « syndrome prussien » : le sionisme. En 1895, Théodore Herzl place son projet sous l'égide fédéricien lorsqu'il écrit au baron de Hirsch, mécène potentiel :

On ne peut bâtir une politique pour tout un peuple – surtout un peuple disséminé sur l'ensemble du globe – que sur des impondérables. Savez-vous avec quoi s'est construit l'Empire allemand ? Avec des rêves, des chants, des fantômes et des rubans noirs, rouges et or. Bismarck n'a fait que secouer l'arbre planté par des rêveurs... Seul ce qui relève du fantasme émeut véritablement les gens... Celui qui ne comprend pas cela ne mènera jamais les hommes et ne laissera aucune trace dans l'Histoire.²

La résolution portant partage de la Palestine et création des États (juif, arabe et Jérusalem sous administration internationale) est votée par l'URSS (qui rend service à Ben Gourion en évacuant vers la Palestine sa population juive alors qu'elle mène une politique intérieure antisémite) et tous ses vassaux à l'exception de la Yougoslavie pour des raisons jusqu'alors inconnues. Les États-Unis, qui avaient refusé d'ouvrir leurs portes à l'immigration juive dès la conférence d'Evian en 1938, votent de même. L'État juif se retrouve dans une situation à la prussienne, d'avant 1756 : archipel relié par des isthmes qui ne peut s'arranger du point de vue allogène que par l'inversion du problème, l'émiettement du territoire palestinien. La Palestine était avant ce vote sous mandat

¹M. Tournier, *op.cit.*, p. 95.

² <http://www.ism-france.org/analyses/Theodor-Herzl-Extrait-de-l-8217ouvrage-Le-Crime-occidental-article-1536>. Voy. aussi ce rappel de George Steiner, « PARLER DE WALTER BENJAMIN » in *Les Logocrates*, « Carnets », L'Herne, 2008, p. 47 : (...) *l'impact de ce débat, de ces tensions, de cette dialectique (...), que résume le célèbre titre ambigu de Herzl, Altneuland, l'ancienne terre nouvelle. « Altneuland », qui doit être l'Israël des sionistes, mais formé, nous le savons, selon les idéaux bismarckiens de l'État-nation, si bien que la « fausse situation » tragique était là depuis le début.*

britannique durant lequel on avait encouragé l'immigration juive. La même année, soucieuse d'affaiblir une entité sujette en passe de s'émanciper, Londres favorisa la partition de l'Inde. Le Pakistan fut inventé par un étudiant musulman à Cambridge qui, en 1933, combina les lettres des provinces Pendjab, Afghanistan, Kashmir, Sind et Baloutchistan cette entité purement artificielle a donc pour nom un sigle, un acronyme. De ce fantôme jaillit la « théorie des deux nations ». comme la Yougoslavie, l'empire des Indes était une communauté d'ethnies, de langues et de cultes radicalement variés qui étaient territorialement entremêlée avec d'autres communautés. Le précédent terrible que les Anglais inauguraient, division d'un territoire sur critères confessionnels, fut bien admirablement résumé dans la critique de Gandhi : « Je ne trouve aucun parallèle historique d'un corps de convertis et de leurs descendants prétendant former une nation séparée de la souche mère ». Loin de contredire l'idéal de l'*Oumma*, cette inoculation anglaise du « bacille prussien » permit l'émergence d'un sentiment identitaire panislamique faisant de l'Islam (vingt-trois ans avant Tito) une nationalité nécessaire pour justifier le dépeçage de la nation indienne alors que le fleuve qui lui a donné son nom coulait dans les provinces perdues. On peut voir sur les cartes que le Pakistan est une construction aberrante, qu'elle répète en effet la scission originelle à la prussienne, intenable entre Occident et Orient qui se résoudra par l'indépendance du Bangladesh. Les 75 000 000 d'habitants du Pakistan vivaient sur deux territoires séparés par 800 milles de territoire indien. Sur le plan religieux, des dizaines de millions d'hindous vivaient au Pakistan et autant de musulmans vivaient en territoire hindou. La situation ne manqua pas d'exploser et se solda par des centaines de milliers de morts, quinze millions de réfugiés. Le Pakistan ne survécut qu'en devenant la première puissance islamiste nucléaire grâce aux Etats-Unis souhaitant l'armer contre la rivale du nouveau partenaire chinois.

En 1947 donc, Londres accoucha au forceps et aux antipodes, avant de remettre définitivement le flambeau impérialiste à Washington, de deux entités prussomorphes. La Cisjordanie est un cas – le plus emblématique – de ce que Foucher appelle « territoires disputés », où l'État le plus fort installe une clôture de sécurité voire bâtit un mur *pour que la ligne de cessez-le-feu devienne la limite future d'un règlement définitif* qui peut être un élément de conquête : en l'occurrence, le mur israélien pousse au-delà la ligne d'armistice de 1967. Deux États recourent à la même méthode : le Maroc, après l'annexion du Sahara Occidental et l'Inde au Cachemire qui, derrière la ligne de contrôle a placé clôture de sécurité indiquant une volonté de partage du

territoire en litige.

En ce qui concerne la population, l'idée sioniste trouve sa légitimité dans la constitution du refuge politique indispensable à la sécurité d'un peuple-race, communauté ethnique descendant directement des douze tribus, à laquelle la diaspora n'aurait fait subir aucune altération et dont des biologistes israéliens cherchent à isoler le gène. Par contraste, il s'agit de démontrer qu'en fait de peuple palestinien, il n'y a qu'un mélange de populations arabes arrivées tardivement sur les lieux. Dans sa synthèse historiographique *Comment le peuple juif fut inventé ?*¹, Shlomo Sand prouve qu'il n'y a jamais eu de diaspora, mythe forgé par Saint Justin dans une perspective eschatologique chrétienne. Au temps où le judaïsme faisait entorse à l'interdit talmudique du prosélytisme, la conversion de tribus berbères au judaïsme engendre le peuple séfarde, tandis que les Ashkénazes descendent des Khazars dont le royaume battit monnaie en hébreu. On franchit donc encore un palier : la population immigrante n'est pas homogène comme peut en témoigner le profond dissentiment entre juifs russes et juifs maghrébins ; agrégat de populations et non peuple, Pour-soi sans En-Soi ou *Faire sans Etre*, les citoyens israéliens sont une somme sujette d'un État qui a porté la logique autonomiste à son comble car, quoique régi démocratiquement, il n'a pas de Constitution, texte fondamental qui ne convient qu'à un territoire ayant achevé sa formation. Or plus que l'étoile à cinq branches qui n'est pas un signe spécifiquement juif, il faut retenir les deux bandes horizontales correspondant au Nil et à l'Euphrate que le projet du *Grand Israël* fixe pour frontières. Il va de soi que la réalisation d'un tel objectif implique au préalable une recomposition radicale de certaines frontières parmi les plus anciennes du Proche et du Moyen Orient comme l'affirmait le géopolitologue pro-israélien Frédéric Encel².

La République fédérale de Yougoslavie se dissout en 2003 pour laisser place à

¹Fayard, 2008.

² En septembre 2014, in *LeMondeJuif.info*.

une communauté d'États de Serbie-et-Monténégro instaurée de façon transitoire qui meurt en 2006 lorsque le Parlement du Monténégro, dans la soirée du 3 juin, proclame l'indépendance du pays votée par référendum le 21 mai. Jusqu'alors on a simplement vu des frontières fédérales devenir nationales mais, le 17 février 2008, avec l'indépendance unilatéralement déclarée du Kosovo, sécession portée par Washington, l'Arabie Séoudite, le Pakistan et Al-Qaida qui y déversa des djihadistes de tous horizons entraînés dans ses camps afghans, c'est une région qui accède au rang d'État, formant une seconde entité albanaise dans les Balkans et le troisième pays islamiste avec la Bosnie-Herzégovine ; cette Bosnie où étaient venus combattre les *moudjahidine* arabo-pakistanaïes, des contingents de Saoudiens, d'Algériens, de Pachtounes et de Yéménites et où l'OTAN attendit que Milosevic porte la guerre pour intervenir, laissant le temps aux islamistes proches d'Izetbegovic que soutenait Bernard-Henri Lévy, de s'organiser. Entre 1995 et 2008, les agressions ethniques antiserbes se propagèrent dans tout le nord du Kosovo et, au sud, ce furent les militants de l'*UCK*, entraînés par des mercenaires tchéchènes, des Bosniaques, des Arabes et des agents albanais qui instaurèrent la terreur, armant leurs compatriotes pour préparer le terrain à une campagne de nettoyage ethnique entendue comme réplique à l'intervention serbe de 1998-1999.

Dès lors on peut considérer que le traité d'Helsinki garantissant trente ans après la guerre l'intégrité des frontières post-hitlériennes¹ est caduc. Il s'agit du précédent qui fait peser le plus de menaces sur l'Europe et le monde, possible annonciateur d'un grand chambardement des frontières au programme de la politique étrangère étasunienne qui, pour préserver l'unipolarité, doit déstabiliser ses adversaires en soutenant les séparatismes en Russie, en Chine et au Moyen-Orient comme le souhaite certains

¹« Les États participants tiennent mutuellement pour inviolables toutes leurs frontières ainsi que celles de tous les États d'Europe et s'abstiennent donc maintenant et à l'avenir de tout attentat contre ces frontières.

En conséquence, il s'abstiennent aussi de toute exigence ou de tout acte de mainmise sur tout ou partie du territoire d'un autre État participant. » (Titre III : Inviolabilité des frontières).

« Les États participants respectent l'intégrité territoriale de chacun des autres États participants.

En conséquence, ils s'abstiennent de tout acte incompatible avec les buts et principes de la Charte des Nations Unies contre l'intégrité territoriale, l'indépendance politique ou l'unité de tout État participant, et en particulier de toute action de ce genre représentant une menace ou un emploi de la force.

De même, les États participants s'abstiennent chacun de faire du territoire de l'un d'entre eux l'objet d'une occupation militaire ou d'autres mesures comportant un recours direct ou indirect contrevenant au droit international, ou l'objet d'une acquisition au moyen de telles mesures ou de la menace de telles mesures. Aucune occupation ou acquisition de cette nature ne sera reconnue comme légale. (Titre IV : Intégrité territoriale des États).

groupes d'influence israéliens¹.

Le Nagorno-Karabakh (sécession d'avec l'Azerbaïdjan en 1994) et la Transnistrie (sécession d'avec la Moldavie en 1995-1996) constituent des cas antérieurs non comparables du fait de leur volonté – en perdurant sous leur statut provincial – d'union avec une entité existante et l'Abkhazie, l'Ossétie du Sud, se séparant de la Géorgie en 2008 s'inscrivent dans leur sillage¹. Ils forment des conflits dits gelés que le sommet de l'*OSCE* (Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe) tenu à Astana en décembre 2010, s'est engagé à débloquer. Bruxelles est sensée traiter les effets de cette fragmentation et absorber non plus trente-sept Etats mais quarante-trois avec l'Europe orientale et le Caucase méridional. A ce jour, il n'y a qu'une seule réponse à l'accouchement islamo-étasunien du dominion kosovar : la réunion de la Crimée à la Russie en mars 2014.

Dans une stratégie de contrôle global qui passe par l'uniformisation, les Etats-Nations constitués aux XIXe siècle, parce qu'ils se présentent comme facteurs de distinction donc de résistance, voient leur principe retourné contre eux pour cristalliser des oppositions raciales ou religieuses ; en effet, le statut de frontière change : les « nouvelles frontières » ne visent plus à garantir la souveraineté en contrôlant des flux mais à délimiter des plates-formes appelées à s'élargir et s'agréger dans un mouvement liquide. Le quatrième et dernier cas de barrières évoqué par M. Foucher sont les barrières anti-migratoires, que la pression causée par les interventions prétendument humanitaires (guerres du Golfe, de Libye et de Syrie) rend de plus en plus inopérantes.

Le système fédératif dans lequel Proudhon voyait la condition de survie des peuples, est battu en brèche par l'alliance d'ensembles visant à détruire toute subsidiarité, par là toute structure intermédiaire entre l'individu et un État universel, terrain de guerre perpétuelle et sans merci puisque guerre entre utopies (G.K. Chesterton). Le XXe siècle s'est ouvert à Sarajevo par l'assassinat de l'archiduc-héritier Franz-Ferdinand porteur d'un projet fédéral pour l'empire habsbourgeois – qui avait été le premier à pâtir du

¹ « Une stratégie pour Israël dans les années 80 », article d'Oded Yinon paru en février 1982 dans la revue *Kivounim* publiée par l'Organisation sioniste mondiale.

¹Carte : <http://www.diploweb.com/forum/caucase07019.html>

syndrome prussien après la République des Deux-Nations polono-lituanienne – pour finir dans la même ville assiégée, lorsque une entité fédérale moins tenable mais la seule adaptée au pays réel balkanique après la mise à mort de l'Autriche-Hongrie, s'est vue anéantie sous les coups conjugués de l'OTAN et du djihad, engageant une fragmentation à l'infini que l'Union européenne s'est montrée incapable d'enrayer. La démultiplication frontalière transforme le monde en puzzle qui trouve son sens dans la dislocation et, en fait de choc des civilisations, on voit se creuser des fissures : les mondes s'éloignent, des gouffres sans fond s'ouvrent et la simulation virtuelle du globe advient au moment où le globe disparaît.